

Ex-guérilleros *Tupamaros* uruguayens et loi d'amnistie en faveur des forces de sécurité (1985 – 2011)

Benjamin Geny

Master 2 Recherche

Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL - Paris 3 - Sorbonne Nouvelle)

benjamin_geny@yahoo.fr

Résumé

Votée en décembre 1986 afin de satisfaire la demande d'impunité des forces de sécurité (armée et police) vis-à-vis des crimes commis lors de la dictature civico-militaire uruguayenne (1973-1985), la loi d'amnistie n'a depuis lors cessé de faire débat. L'accession à la Présidence en 2010 de José « Pepe » Mujica, membre du Mouvement de Libération Nationale – *Tupamaro* et détenu-otage de la dictature entre 1972 et 1985, ne pouvait manquer de poser la question de l'attitude de l'ancien groupe de lutte armée envers cette loi.

Paradoxalement, entre 1985 et 2011, le discours des ex-guérilleros ayant accédé au pouvoir s'est progressivement rapproché de celui des militaires et des partis traditionnels, *colorados* et *blancos*. L'absence de justice garantirait une réconciliation sans tentation de vengeance. Il y aurait eu une « guerre » entre deux camps accompagnée d'excès plutôt qu'un terrorisme d'État s'exerçant contre la population. Le respect de la souveraineté populaire l'emporterait sur celui des droits de l'Homme.

La logique de cette réconciliation ou de cette clémence envers leurs anciens ennemis n'est pas, bien sûr, étrangère à leur adaptation réussie à la compétition électorale. Les *tupamaros* ont dû, plus que tout autre, donner des gages de crédibilité et de bonne foi démocratique et rejeter toute responsabilité dans le coup d'État militaire de 1973. Leur attitude puise ainsi ses racines dans le transfert et l'adaptation réussis de leur capital de militant révolutionnaire des années soixante et soixante-dix au nouveau contexte de la transition démocratique.

Mots clés : Uruguay ; *Tupamaros* ; Amnistie ; Justice ; Guérilla.

Introduction

Élu en novembre 2009 pour un mandat de 5 ans, le président uruguayen José “Pepe” Mujica a un profil atypique. Militant et combattant révolutionnaire dans les années 1960-70, détenu et « otage »(1) de la dictature entre 1973 et 1984, il se convertit avec succès, à la faveur de la démocratisation, à la politique légale au sein du Mouvement de Libération Nationale - *Tupamaros* (MLN-T). Cette organisation uruguayenne, qui se revendique révolutionnaire, souhaite inventer un chemin inspiré du foquisme guévariste mais adapté aux spécificités institutionnelles et géographiques du pays. Après avoir su capter la sympathie d'une partie de l'opinion publique à partir de 1965 par une série d'actions autant symboliques que spectaculaires (enlèvements de diplomates et d'hommes d'affaires, révélations de scandales financiers, évasions comme celle de 111 prisonniers de *Punta Carretas*), l'organisation est démantelée en moins d'un an (1971-1972). Les forces armées remplacent une police jugée inefficace et arrêtent ou contraignent à l'exil la majorité de ses membres. Lorsque le double coup d'État de février et de juillet 1973 éclate(2), le MLN-T est hors d'état de nuire et ses neuf principaux membres deviendront bientôt les « otages » du régime. Les deux années qui suivent la restauration démocratique sont décisives pour comprendre la trajectoire politique de ces ex-guérilleros. Dès leur libération en mars 1985, le mouvement se reconstitue et opte de façon très claire pour l'abandon de la violence. Dans le même temps, de nombreuses victimes de la dictature civico-militaire (1973-1985) décident de porter plainte devant la justice civile (ce qui n'est pas le cas des *tupamaros*). Les militaires convoqués devant les tribunaux obtiennent alors, sous la menace d'un nouveau coup d'État, le vote d'une loi d'amnistie le 23 décembre 1986. Elle porte le nom de *Ley de Caducidad*, « Loi de Caducité de la Prévention Punitif de l'État » et leur garantit l'impunité pénale pour tous les crimes commis jusqu'au 1er mars 1985.

La problématique de la recherche en cours consiste à comprendre pourquoi certains des dirigeants d'une organisation de lutte armée, opposés frontalement aux forces armées lors des années soixante et soixante-dix, vont adopter lors du retour progressif à la démocratie, un discours et une attitude convergents avec ces dernières concernant l'absence de nécessité de juger les violations des droits de l'Homme commises pendant la dictature civico-militaire. La manifestation de cette posture provient de l'étude de leurs prises de position entre 1985 et 2011 lorsqu'ils s'expriment sur la nécessité (ou non) d'obtenir la justice (celle des institutions judiciaires civiles et non celle des militaires) et de rechercher la vérité (qui ? quand ? comment ? où ?) face aux crimes du terrorisme d'État. Cette analyse est à replacer dans le cadre des études concernant la transition à la démocratie, c'est-à-dire les conditions du passage réussi d'un régime autoritaire à un régime démocratique (O'Donnell, Schmitter, Whitehead, 1988). Ce débat fait référence aux différentes politiques du pardon possibles (Lefranc, 2002). Il se structure entre les partisans de l'amnistie considérée comme un facteur de stabilité politique et de réconciliation nationale et ceux qui considèrent que seule la justice garantira la définition des responsabilités, l'émergence de la vérité et *in fine* la possible restauration du ciment social. Dans le cas du groupe étudié, on note que leur position va se rapprocher de la première alternative, celle d'une acceptation de l'existence de la loi d'amnistie. Il faut préciser que nous nous concentrons sur les membres du MLN-T qui ont participé à la reconstruction du groupe en 1985 et qui en sont restés des membres actifs au cours des années de démocratie qui ont suivi. Elle n'inclut pas les dissidents qui ont formé d'autres groupes politiques ni ceux qui se sont désengagés et ont abandonné la vie politique. Comme le note David Cámpora(3) : « 98% des militants de l'année 1972 (l'année de la défaite

militaire) sont en dehors du MLN». C'est en s'intéressant à ce noyau d'ex-guérilleros reconvertis avec succès à la politique légale (les deux figures les plus emblématiques étant José Mujica, l'actuel Président de la République et Eleuterio Fernández Huidobro, l'actuel ministre de la Défense) que l'on peut déceler une relative homogénéité de parcours et d'opinion.

L'hypothèse que l'on se propose de discuter consiste à penser que ce positionnement est cohérent avec la culture militante de ces ex-guérilleros et avec la réutilisation réussie qu'ils en ont fait au profit de leur action politique post-dictatoriale. Pour la vérifier, un travail de terrain de trois mois (février – mai 2012) nous a permis d'avoir accès aux archives du MLN-T ainsi que de procéder à une série d'entretiens semi-directifs auprès de membres du MLN-T et de chercheurs universitaires. Pour ce papier, nous avons retenu trois interlocuteurs : David Cámpora(4) et Jorge Zalbalza(5), en acteurs politiques, offrent un éclairage « de l'intérieur » tandis que l'universitaire Carlos Demasi(6) nous propose certaines analyses.

Comprendre la logique de ce regard *tupamaro* sur la loi d'amnistie nécessite de s'intéresser au processus d'adaptation du groupe à la légalité et à la compétition électorale tel que l'analyse le politologue uruguayen Adolfo Garcé (Garcé, 2006). Nous allons, en reprenant les étapes de cette transformation et notamment l'insertion au sein du *Frente Amplio*(7), analyser quelles implications cette adaptation peut avoir. Nous voulons montrer en effet comment l'utilisation de leur capital de militant révolutionnaire mis au service d'une stratégie de reconversion à l'exercice de la politique légale et démocratique peut expliquer leur renoncement à réclamer le jugement des crimes liés au terrorisme d'État. Le cadre conceptuel mobilisé s'inscrit dans la filiation des analyses de Pierre Bourdieu concernant le champ politique et l'acquisition d'un capital politique et symbolique à même de doter ces *tupamaros* d'une nouvelle légitimité démocratique, c'est à dire afin que « les agents confèrent à une personne socialement désignée comme digne de créance les pouvoirs même qu'ils lui reconnaissent » (Bourdieu, 2001 : 241). Autrement dit, il s'agit de voir comment leur capital militant, envisagé par Frédérique Matonti et Franck Poupeau comme « l'ensemble de leurs savoirs et savoir-faire [...] incorporé sous forme de techniques, de dispositions à agir, intervenir »(8) durant leur expérience de lutte armée (1965-1973) va être utilisé et transformé.

Nous détaillerons donc, dans un premier temps, les étapes-clefs du positionnement des *tupamaros* vis-à-vis de la *Ley de Caducidad* puis nous démontrerons, dans un second temps, que le transfert et la reconfiguration de leur capital militant révolutionnaire expliquent ce positionnement.

I. Une acceptation progressive de la Ley de Caducidad

1. L'instrumentalisation de la lutte contre la loi d'amnistie au profit de la récupération d'un espace politique (1986 – 1989)

Durant trois années, entre 1986 et 1989, le MLN-T va impulser puis soutenir fortement la mobilisation cherchant à obtenir l'annulation de la loi d'amnistie par un référendum d'initiative populaire. Mais, à la différence des organisations de la société civile qui poursuivent le même objectif, cet engagement ne se fait pas au nom des droits de l'Homme et de la recherche d'une réparation à apporter aux victimes du terrorisme d'État. Pour

les *tupamaros*, il s'agit avant tout de profiter et d'encadrer ce mouvement social naissant afin de récupérer un espace politique et un poids au sein d'une gauche en reconstitution.

Au cours de notre entretien, Cámpora a ainsi affirmé : « Le thème des droits de l'Homme n'intégrait pas la feuille de route du MLN. C'était le cadet de nos soucis [...] Le problème numéro un, c'était l'organisation. Et le thème numéro deux, la sécurité, c'est-à-dire : qu'allaient faire les militaires ? » (Cámpora, 2012). La collecte de signatures afin de pouvoir convoquer un référendum s'inscrit en effet dans la continuité de la culture politique issue des années de lutte armée. Il s'agit toujours de mobiliser les masses à travers la création d'un « pouvoir populaire ». « L'organisation révolutionnaire de guérilla avait eu l'idée de créer un double pouvoir, en marge (de l'État), ici aussi on créait un pouvoir populaire, on organisait les gens au niveau social, syndical et politique » (Cámpora, 2012). La recherche des signatures puis la campagne du référendum de 1989 sont l'occasion pour les *tupamaros* de renouer le contact avec le peuple uruguayen suite à treize années d'isolement provoquées par la dictature. Les *mateadas*, ces réunions informelles organisées dans l'espace public autour du rituel de la consommation de la *yerba mate*, une boisson traditionnelle, vont devenir le symbole de ce retour au militantisme de base. Ce que les partis traditionnels ont appelé, pour le discréditer, le « référendum *tupa* », n'est donc essentiellement pas, au sens du MLN-T, un moyen d'obtenir justice et réparation pour les violations des droits de l'Homme subies lors de la dictature mais bien plus une façon d'organiser un mouvement populaire de masse.

2. L'oubli des revendications de justice et de vérité (1989 – 1999)

Le net échec des partisans du « Oui » à l'annulation de la *Ley de Caducidad* lors du référendum de 1989 marque un coup d'arrêt à la mobilisation. La victoire du « Non » par 57% des suffrages exprimés confère à la loi d'amnistie une forte légitimité populaire. Les *tupamaros* qui avaient instrumentalisé cette demande de justice au profit de la reconstitution de leur appareil militant et de leur réinscription dans le paysage politique uruguayen vont désormais concentrer leur action sur les thématiques économiques et sociales, notamment l'opposition aux tentatives de privatisation des services publics. Comme le note Carlos Demasi (2012), la conjoncture politique uruguayenne est très liée à ce qui se passe en Argentine.

« Ici (en Uruguay), la demande de jugement et de condamnation des coupables coïncide avec les jugements (argentins) des juntes militaires. La *Ley de Caducidad* et la loi dite de *Punto Final* (le point final qui met un terme à la tenue de procès des responsables du terrorisme d'État en Argentine) ont un jour de différence. [...] Et quand (le capitaine Alfredo) Scilingo(9) admet qu'ils balançaient des cadavres des avions, quand le général (Martin) Balza(10) demande pardon, la demande (de justice) commence à resurgir là-bas et ici aussi(11). Le 20 mai 1996, pour la première fois depuis 1989, une mobilisation a lieu ».

Lorsque le mouvement des droits de l'Homme issu de la campagne référendaire en faveur de l'annulation de la loi d'amnistie renaît autour du thème des disparus, les *tupamaros* ne le rejoignent pas. Leur vision des événements des années soixante et soixante-dix prend le dessus sur la demande de justice. Demasi met en exergue deux éléments constitutifs de ce regard. Tout d'abord, il y a une perception très personnelle des violations des droits de l'Homme, « il y a toi et moi, toi l'opprimeur et moi l'opprimé, toi le militaire et moi le guérillero » (Demasi, 2012), vision qui évacue « l'agression envers tout le corps social » (Demasi, 2012) qu'a impliqué la dictature. Il y a ensuite un rejet de la posture de victime au

profit de celle de combattant, conscient des risques qu'il prend, les assumant pleinement, y compris la torture, et ne comptant pas venir demander des comptes après coup. Cámpora rappelle l'opinion d'Eleuterio Fernández Huidobro, otage lui aussi et auteur ou co-auteur de tous les documents officiels du groupe entre 1967 et 1971. « Nous étions dans le combat, “ne venez pas avec des larmes maintenant” disait-il. Ce n'est pas que nous respectons les militaires mais nous n'avions rien à leur réclamer » (Cámpora, 2012).

3. *La volonté de tourner la page du passé (1999 – 2011)*

Des concordances entre le renoncement à revenir sur la loi d'amnistie, l'insertion croissante des *tupamaros* au sein du *Frente Amplio* et leurs succès électoraux, peuvent être établies. Alors que le MLN-T revendiquait initialement un rôle de pôle révolutionnaire au sein du *Frente Amplio*, il décide en 1999, sous l'impulsion de Mujica⁽¹²⁾ et de Huidobro⁽¹³⁾, d'appuyer le virage réformiste de Tabaré Vázquez, le président du *Frente Amplio*. Cette stratégie se révèle payante tant pour Vázquez, qui est élu président de la République en 2004, que pour le MLN-T qui obtient deux postes au gouvernement et dont le groupe parlementaire devient le plus important à gauche. Mujica est ensuite désigné candidat du *Frente Amplio* aux élections présidentielles de 2009 qu'il remporte. Des *tupamaros* sont choisis pour occuper les postes clefs du gouvernement : le Ministère de la Défense (Luis Rosadilla puis Huidobro), celui de l'Intérieur (Eduardo Bonomi) et les Services Secrets (Augusto Gregori).

Parallèlement, le MLN-T engage à la fin des années 90 des négociations secrètes avec un groupe de militaires, la Loge des Lieutenants d'Artigas, afin d'élaborer une analyse commune de l'histoire récente. Ces contacts n'ont jamais été reconnus officiellement et aucun texte n'a finalement été publié, mais l'existence de ces rencontres est établie par des témoignages notamment celui de Jorge Zabalza, ex-otage de la dictature devenu dissident du MLN-T dont l'entretien a été retenu pour cette note de recherche. On retrouve ici, dans un autre registre, l'attitude qui avait prévalu lors de la confrontation de 1971-1972 avec les Forces Armées. Les *tupamaros* s'imaginaient pouvoir transformer l'appareil militaire ou, pour le moins, convaincre ses dirigeants de le mettre au service d'un projet populaire. Il y eut ainsi des négociations au cours de l'été 1972 entre les militaires et les *tupamaros*, à l'insu du pouvoir politique, en vue de négocier une reddition de la « subversion *tupamara* » en échange d'un accord politique. Huidobro, l'un des protagonistes, en donne sa version dans un livre, « *La tregua armada* » (la trêve armée). Le discours se rapproche parfois de la « théorie des deux démons » popularisée lors de la transition démocratique argentine et selon laquelle il y aurait eu, au cours des années soixante et soixante-dix, une guerre marquée par l'affrontement de deux camps : d'un côté, une extrême-gauche révolutionnaire qui tente de prendre le pouvoir et, de l'autre, une extrême-droite militaire qui réussit à les en empêcher. Chaque camp, au nom d'une idéologie opposée, aurait commis, de bonne foi, des excès qu'il conviendrait d'oublier. C'est au nom de cette équivalence morale que la *Ley de Caducidad* de décembre 1986 devient justifiable en tant que contrepartie d'une autre loi d'amnistie en faveur des prisonniers politiques votée préalablement en mars 1985 et qui excluait de son champ d'application les militaires et les policiers.

Les *tupamaros* reprennent également à leur compte l'idée des partis traditionnels uruguayens et des militaires d'opposer justice et vérité. « Personne ne te dira qu'il sait quelque chose s'il sait que le lendemain il sera arrêté. Même un simple soldat. [...] Ce que dit le général Bonilla

(Chef du Conseil Supérieur de la Défense) appartient au sens commun » affirme Huidobro (Tagliaferro, 2011: 264).

Conformément à cette appréhension de l'Histoire, les *tupamaros* s'opposent ou freinent l'annulation de la loi à plusieurs reprises. En 2003, c'est Huidobro qui s'oppose vigoureusement à ce que l'abrogation soit inscrite dans le programme du *Frente Amplio*. En 2009, un second référendum d'initiative populaire (après celui de 1989) est organisé pour annuler la *Ley de Caducidad*. Les *tupamaros* ne soutiennent pas cette seconde initiative populaire qu'ils voient comme un obstacle à l'élection de Mujica à la présidence de la République.

L'analyse des différentes étapes et du contenu du discours des dirigeants *tupamaros* vis-à-vis de la *Ley de Caducidad* montre que plus les *tupamaros* s'insèrent dans les logiques partisans de la compétition électorale et de la démocratie représentative, plus leur discours justifie la nécessité et la légitimité de la loi d'amnistie. Nous allons désormais étudier les raisons structurelles qui expliquent cette réticence à l'éliminer de l'ordre juridique uruguayen.

II. Aux origines de la position *tupamara* : le capital militant du révolutionnaire *tupamaro* et son adaptation à la compétition électorale

Nous allons voir ici comment le capital militant *tupamaro* forgé lors de la lutte révolutionnaire puis adapté aux règles de la compétition électorale peut expliquer leur tolérance vis-à-vis de la *Ley de Caducidad*.

1. Une absence de culture des droits de l'Homme

La chercheuse uruguayenne Vania Markarian a étudié la façon dont le vocabulaire des droits de l'Homme va intégrer le registre politique de la gauche uruguayenne par le biais de l'exil. Afin d'avoir accès aux institutions internationales et de mobiliser l'opinion publique, les exilés uruguayens s'approprient le langage des droits de l'Homme et ses ressources juridiques (Markarian, 2009). Toutefois, les dirigeants *tupamaros* emprisonnés et isolés du reste du monde pendant toute la période dictatoriale restent à l'écart de ce processus d'acculturation provoqué par l'exil.

Ils restent héritiers d'une idéologie révolutionnaire propre à la gauche des années soixante et soixante-dix qui rejette la « démocratie bourgeoise » et ses institutions, en particulier le système judiciaire accusé de ne rendre qu'une justice de classe. Le langage des droits de l'Homme qui sous-tend l'ouverture d'enquêtes et de procès face aux violations des droits inaliénables de l'individu (qu'elles proviennent des militaires ou de la guérilla) est ainsi assimilé à un discours libéral et occidental incompatible avec les exigences de la Révolution.

Les *tupamaros* revendiquent leur statut de combattant révolutionnaire et rappellent qu'ils étaient conscients des risques encourus. La torture est parfois vue comme un événement probable de l'expérience politique et lui résister, une preuve de dévouement à la cause. Cámpora en témoigne :

« On m'informa quand j'étais à *Florida* (la caserne) qu'ils avaient tué l'un de mes camarades au cours de ces neuf dernières années, comme un frère. Je me souviens que cela ne m'affecta que relativement. [...] Ce sont les règles du jeu. Nous étions

disposés à être tués à n'importe quel moment. [...] Et s'ils ne te tuent pas, tu vas terminer prisonnier et, en prison, ils vont te torturer » (Cámpora, 2012).

Longtemps après leur conversion à la politique légale, les *tupamaros* vont maintenir la mentalité d'une organisation de lutte armée. Ceci les éloigne du corpus des droits de l'Homme et les rapproche de l'armée envisagée comme un possible allié stratégique. Tous reconnaissent que des contacts ont été maintenus avec les militaires avant, pendant et après le coup d'État. Le parcours de Huidobro est symbolique de cette proximité. C'est lui qui mène les négociations de 1972 puis participe aux rencontres de la fin des années 1990. Par la suite, il préside la Commission Défense du Sénat avant d'être nommé Ministre de la Défense. Les *tupamaros* tiennent ainsi à reconnaître la valeur de certains des militaires qu'ils ont affrontés lors des années de lutte armée. Huidobro le dit ainsi : « Je n'ai jamais eu un sentiment de haine ou de rancœur personnelle envers les adversaires ou les ennemis. Jamais. Nous étions des combattants politiques. Je savais que mes adversaires devaient avoir une quantité de vertus et de défauts, comme je les avais moi-même » (Aldhrigi, 2009 : 87).

2. Adapter le passé aux besoins du présent : la construction d'un récit héroïque tupamaro et ses conséquences

La réussite de la conversion démocratique des *tupamaros* passe également par une réécriture de leur histoire et de celle du pays qui n'est pas sans lien avec leur renoncement à réclamer des poursuites judiciaires.

Les *tupamaros* sont conscients que certains épisodes de leur passé pourraient être utilisés pour discréditer leur action politique présente. Il y a tout d'abord un recours à la lutte armée, qui, malgré leurs bonnes intentions revendiquées, a donné lieu à des faits juridiquement condamnables ayant occasionné des morts. Il y a ensuite l'accusation portée à leur encontre, en particulier par Juan María Sanguinetti, premier président *colorado* de la démocratie restaurée, d'avoir été en partie responsable du coup d'État civico-militaire de 1973. L'armée se serait servie de son action réussie contre la guérilla pour occuper un rôle politique.

Les *tupamaros* vont donc chercher à justifier et à légitimer leur histoire en tentant de faire cohabiter deux identités a priori peu compatibles mais qui, combinées, les dotent d'un capital politique très utile au sein de la compétition électorale : l'identité du démocrate et celle du combattant révolutionnaire. Les propriétés associées au militant révolutionnaire *tupamaro* sont en effet tout à fait réutilisables dans la lutte électorale à condition de savoir leur donner un sens nouveau.

Il s'agit tout d'abord de démontrer que leur projet révolutionnaire était en réalité au service de la défense d'une démocratie en danger et que le MLN-T est né pour affronter le coup d'État militaire. Il serait né en réponse à la crise de la démocratie uruguayenne et il aurait agi pour la défendre face aux menaces qui pesaient sur elle.

L'autre élément de ce que l'historien uruguayen Hebert Gato appelle une « littérature des vertus » (Gatto, 2004 : 375) lors de la construction de cette *storytelling tupamara* (Salmon, 2007), c'est la mise en avant du mythe du héros révolutionnaire vertueux et prêt à sacrifier sa vie. Ce mythe leur octroie tout le prestige de l'homme fidèle à ses idées et constitue un élément fondamental de leur succès électoral comme l'explique Helios Sarthou, le premier député élu du MPP en 1989 : « Mujica représente l'homme anti-système. L'image du guerrier héroïque en est un élément essentiel : ils risquèrent leur vie. Ceci est très important. C'est pour ça que les gens les croient » (Garcé, 2006 : 141). Ceci va de pair avec l'absence d'une

quelconque repentance ou d'une demande de pardon par rapport à leur recours à la lutte armée. Huidobro revendique ce passé :

« Celui qui vote pour moi le fait avec le passé inclus. Nous revendiquons notre passé, nous rendons hommage [...] au Bebe (surnom de Raúl Sendic, le fondateur du MLN-T), aux camarades tués. Je sais qu'électoralement, beaucoup essaient de l'utiliser contre nous mais le tir peut se tromper de cible » (Tagliaferro, 2010 : 215).

Cette reconfiguration de leur identité en tant que défenseurs de la démocratie menacée des années 1960 va avoir une première conséquence directe quant à leur positionnement concernant l'annulation de la *Ley de Caducidad*. Cette nécessité de prouver la bonne foi de leur conversion à la démocratie vis-à-vis de l'opinion publique va les inciter à défendre les résultats des deux consultations populaires qui ont échoué à revenir sur la loi d'amnistie.

La mise en avant de leur statut de combattant au détriment de celui de victime les incite ensuite à ne pas s'engager pour l'annulation de la loi afin d'éviter deux écueils. Le premier serait d'être considérés comme des vaincus ce qui leur retirerait leur position d'interlocuteur des forces armées, position qu'ils ont recherché dès 1972 et qu'ils ont continué à entretenir après 1985. Les *tupamaros* ont ainsi tendance à préférer mettre en avant une doctrine des combattants qui valorise leur rôle historique. En insistant sur l'idée d'un affrontement entre deux camps et non sur celle d'un terrorisme d'État, ils se donnent un rôle de moteur de l'Histoire qu'ils n'ont pas forcément. Le MLN-T est en effet défait dès 1972. Tout au plus a-t-il servi d'épouvantail pour maintenir le spectre d'une « subversion » active et permettre de justifier les méthodes de répression auprès de la population. Le second écueil serait d'apparaître comme avide d'une revanche judiciaire vis-à-vis des militaires. Mujica et sa femme Lucía Topolanski, ex-*guerillera* et sénatrice, multiplient les gestes ou les phrases visant à prouver qu'ils ont su tirer un trait sur le passé. On peut évoquer la proposition de libérer les prisonniers de plus de soixante ans y compris ceux condamnés pour violations des droits de l'Homme ou, en 2011, la visite rendue par Mujica à l'hôpital au premier militaire en activité condamné pour des crimes commis durant la dictature, le général Miguel Dalmao. Il s'agit d'endosser les habits du combattant capable de clémence et porteur d'un message de réconciliation. Cette vision s'inscrit dans la continuité des paroles du Mujica qui, à peine sortie de prison, affirmait en 1985 : « Je ne crois en aucune forme de justice humaine. Toute forme de justice, dans ma philosophie d'autodidacte, est une contrepartie à la nécessité de vengeance. [...] Beaucoup nous ont insultés durant ces années, nous n'allons pas répondre à cela » (Garcé, 2006 : 211).

Conclusion

Ce que nous avons cherché à montrer, c'est comment la culture militante des *tupamaros* reconsidérée et réutilisée dans un cadre démocratique s'est progressivement accommodée de l'idée d'une amnistie en faveur de forces de sécurité (armée et police) avec lesquelles ils s'étaient fortement affrontés lors des années soixante et soixante-dix. La recherche a fait apparaître comme raison structurelle de ce positionnement l'absence d'une culture des droits de l'Homme au sein de l'idéologie du MLN-T. Ceci explique une utilisation essentiellement instrumentale de la revendication d'annulation de la loi d'amnistie entre 1986 et 1989 puis son progressif abandon. Cette raison est à combiner avec les implications du

choix des *tupamaros* de s'insérer dans la compétition électorale. A partir de 1995, l'horizon électoral l'emporte clairement sur l'horizon insurrectionnel. La volonté de conquérir des postes et de se maintenir au pouvoir n'est pas sans lien avec la modération des positions *tupamaras* concernant les poursuites judiciaires envers les forces armées. En effet, le transfert du capital militant accumulé lors de l'épisode de lutte armée à un nouvel univers social, celui de la démocratie uruguayenne restaurée, implique certaines continuités (s'appuyer sur l'éthique du militant révolutionnaire et du combattant) et certains réajustements (transformer le sens de leur combat d'une lutte révolutionnaire en une défense des institutions démocratiques). Ceci a débouché sur un exercice de réécriture de l'histoire de leur part et la tentative d'imposer dans la mémoire collective uruguayenne un récit de l'action des *tupamaros* entre 1965 et 1973 adapté aux contraintes exercées par leur conversion à la compétition électorale. Les *tupamaros* sont ainsi parvenus à transformer ce qui aurait pu être un handicap politique, leur passé de guérillero, en un attribut essentiel de leur capital politique. Mais ceci s'est fait au prix d'une acceptation de la *Ley de Caducidad* qui présente de nombreux avantages pour leur reconversion politique. Elle permet d'éviter des procès où leurs propres « excès » pourraient être questionnés ainsi que leur responsabilité historique dans l'irruption des militaires comme acteur politique. Elle correspond également à leur souhait de ne pas apparaître comme des victimes, de démontrer leur capacité de clémence vis-à-vis de leurs bourreaux et de ne pas avoir à demander pardon pour leurs actions passées. Enfin, elle répond parfaitement à leur recherche de crédibilité démocratique qui passe par le respect des résultats des deux référendums organisés pour annuler la loi d'amnistie (1989 et 2009) et qui n'ont pas réussi à recueillir une majorité de suffrages. Finalement, cette recherche d'une réconciliation sans passer par la voie judiciaire leur permet de tourner la page du passé et de gouverner sans s'engager dans un conflit ouvert avec des forces armées dont ils sont désormais les responsables hiérarchiques.

Notes de fin

(1) La dictature transforme dix-huit dirigeants *tupamaros* (neufs femmes et neuf hommes) en otage à partir de 1973. Ils sont maintenus à l'isolement dans des cachots ou des puits, régulièrement torturés et transférés de caserne en caserne à l'intérieur du pays jusqu'en 1976 pour les femmes et 1984 pour les hommes.

(2) Les historiens uruguayens considèrent que le premier coup d'État a lieu en février 1973 lorsque les militaires imposent au gouvernement la démission du Ministère de la Défense en place et la nomination d'un nouveau plus favorable à leurs intérêts. En juin 1973, la dissolution des deux chambres du Parlement marque la fin du fonctionnement démocratique des institutions uruguayennes.

(3) David Cámpora, entretien réalisé par Benjamin Geny à Montevideo (Uruguay), le 30 mars 2012, durée : 75 mn.

(4) David Cámpora quitte sa vie de comptable pour s'engager en 1968 dans l'organisation. Emprisonné de 1972 à 1980, exilé en Allemagne jusqu'en 1985, il fait partie du Comité Exécutif qui lance l'idée d'un référendum contre la *Ley de Caducidad*. Il se dédie par la suite à la constitution des archives du MLN-T. Initialement, ce projet résulte d'une demande de l'organisation qui souhaite s'en servir pour rédiger une histoire autocritique interne à destination des militants (notamment pour comprendre les raisons de sa défaite militaire de 1971-1972). L'intérêt du point de vue de l'auteur repose sur la poursuite ce projet d'archives de façon indépendante suite à l'apparition de divergences avec le MLN-

T. L'organisation redoute la divulgation d'informations qui pourrait compromettre la réussite de sa reconversion à la politique légale. L'auteur revendique une liberté de recherche et une distance critique qui l'amène à une mise en retrait du militantisme. L'entretien a été sélectionné car il propose un regard éclairé sur la transformation du groupe armé en organisation politique légale de la part d'un acteur direct de l'expérience du militantisme révolutionnaire initial, de la prison, de l'exil et de la reconstruction du groupe post-dictatoriale.

(5) Jorge Zabalza, entretien réalisé par Benjamin Geny et Claudia Díaz à Montevideo (Uruguay), le 19 mars 2012, durée : 102 mn.

Issu d'une famille de notables du parti traditionnel *blanco* (son père fut maire, sénateur et conseiller national du gouvernement), il s'engage dans le MLN-T à son retour de Cuba en 1968. Il fait partie des neufs prisonniers transformés en otages par la dictature et isolés du reste du Monde entre 1973 et 1985. Lors du retour à la démocratie, il devient un membre important du MLN-T et continue de revendiquer le projet « insurrectionnel » des débuts. Il s'oppose au tournant réformiste du mouvement qu'il quitte en 1995. L'entretien a été sélectionné car il permet de comprendre la critique d'un dissident vis-à-vis de la transformation des modes d'action et des objectifs du MLN-T lors du processus de conversion à la politique légale.

(6) Carlos Demasi, entretien réalisé par Benjamin Geny à Montevideo (Uruguay), le 28 mars 2012, durée : 85 mn.

Directeur du *Centro de Estudios Interdisciplinarios del Uruguay* (Centre d'Études Interdisciplinaires de l'Uruguay – CEIU) qui héberge les archives du MLN-T, il est membre du CEIU depuis sa création en 1986. Son analyse a été essentielle à la synthèse des apports de la recherche universitaire sur l'histoire récente uruguayenne. Il mène actuellement un programme de recherche portant sur les résultats (et l'échec) de la seconde tentative d'annulation de la *Ley de Caducidad* par plébiscite en 2009.

(7) Le *Frente Amplio* est une coalition de partis créée en 1971 comme alternative de gauche aux deux partis traditionnels, le parti *blanco* et le parti *colorado*.

(8) Voir l'article de Frédérique Matonti et Franck Poupeau cité en bibliographie et proposant un essai de définition du capital militant.

(9) Le capitaine Scilingo est l'un des premiers militaires à reconnaître publiquement le terrorisme d'État argentin et l'existence des vols de la mort dans une interview de 1995 accordée au journaliste Horacio Verbitski. Ce dernier en fera un livre, « *El vuelo* » (le vol).

(10) Le général Balza est le premier haut-gradé à effectuer une autocritique de l'action des Forces Armées durant la dictature militaire en Argentine (1976-1983). Il le fait en 1995 lors d'une déclaration lue à la télévision.

(11) En Uruguay, à la différence du voisin argentin, il n'y aurait pas eu de disparitions, c'est à cette conclusion que parvient en 1989 une commission confiée au militaire à la retraite José Sambucetti. L'association *Madres* effectue pourtant à partir de 1996 des marches annuelles pour réclamer justice et vérité. Il faut attendre 1999 et l'électrochoc de la découverte par le poète argentin Juan Gelman, suite à une enquête privée, de l'identité de sa petite-fille Macarena, confiée à une famille de policier, pour qu'une « Commission pour la paix » soit créée et que l'État reconnaisse officiellement l'existence des disparus.

(12) Mujica ne faisait pas partie des leaders reconnus du MLN-T lors de la phase de guérilla (1965 - 1973). Il acquiert un poids politique de premier plan à partir de 1985 en capitalisant sur son statut d'otage, sa façon atypique de faire de la politique et sa volonté d'adapter le MLN-T aux logiques de la compétition électorale à l'intérieur du *Frente Amplio*. Il est élu député en 1994, sénateur en 1999 puis nommé Ministre de l'Agriculture en 2004.

(13) Huidobro est considéré comme l'idéologue et le stratège du mouvement de guérilla *tupamaro* lors des années de lutte armée. Lors du retour à la démocratie, il poursuit ce travail intellectuel et s'engage

dans une entreprise de réécriture et d'interprétation du passé en publiant une histoire du MLN-T. Partisan du virage réformiste du MLN-T, il est élu sénateur dès 1999. Il revendique alors la nécessité de résoudre la question des droits de l'Homme sans recours à la justice dans le cadre de discussions avec les militaires. Il est nommé ministre de la Défense en 2011.

Bibliographie

Aldrichi Clara (2009). *Memorias de vida y militancia en el MLN-Tupamaros*. Montevideo: Ed. Banda Oriental.

Bourdieu Pierre (1994), *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris: Ed. Le Seuil.

Demasi Carlos (2003). « Ante la teoría de los dos demonios. ¿Cuáles dos demonios? ». *Memorias.ur*, Fondation Vivian Trías. N°1, [URL: <http://www.paginadigital.com.ar/articulos/2003/2003quint/noticias18/1204711-7.asp>, Consulté le 15 mai 2012]

Garcé Adolfo (2006). *Donde hubo fuego. El proceso de adaptación del MLN-Tupamaros a la legalidad y a la competencia electoral (1985-2004)*. Montevideo: Ed. Fin de Siglo.

Labrousse Alain (2009). *Una historia de los Tupamaros*. Montevideo: Ed. Fin de Siglo.

Lefranc Sandrine (2002). *Politiques du pardon*. Paris: Ed. PUF.

Lessa Alfonso (2010). *Estado de guerra. De la gestación del golpe de 73 a la caída de Bordaberry*. Montevideo: Ed. Random House Mondadori.

Marchesi Aldo (2002). «¿“Guerra” o “Terrorismo de Estado”? Recuerdos enfrentados sobre el pasado reciente uruguayo », in : Jelin E. *Las conmemoraciones : las disputas por las fechas «in-felices»*, Madrid: Ed. Siglo Veintiuno : 101-149.

Markarian Vania (2006). *Idos y recién llegados. La izquierda uruguaya en el exilio y las redes transnacionales de derechos humanos 1967-1984*. México: Ed. La Vasija. CEIU-FHCE. Correo del Maestro.

Matonti Frédérique, **Poupeau** Franck (2004) « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales no 155*, p. 4-11, [URL : www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2004-5-page-4.htm, Consulté le 20 mai 2012]

O'Donnell, Guillermo, **Schmitter** Philippe, **Whitehead**, Laurence (1986). *Transiciones desde un gobierno autoritario*, Buenos Aires: Ed. Paidós.

Tagliaferro Gerardo (2004). *Fernández Huidobro. De las armas a las urnas*. Montevideo: Ed. Fin de Siglo.

Pour citer cet article :

Benjamin Geny, « Ex-guérilleros *Tupamaros* uruguayens et loi d'amnistie en faveur des forces de sécurité (1985 – 2011) », *RITA* [en ligne], n°6: février 2013, mis en ligne le 17 février 2013. Disponible en ligne <http://www.revue-rita.com/notes-de-recherche6/benjamin-geny.html>